ASSEMBLÉE NATIONALE

2 mars 2020

SOUVERAINETÉ CULTURELLE À L'ÈRE NUMÉRIQUE - (N° 2488)

Rejeté

SOUS-AMENDEMENT

N° AC1370

présenté par

M. Minot

à l'amendement n° AC|426 de Mme Kuster

ARTICLE 21

Le second alinéa est complété par les mots :

« , lorsque les parties en présence relèvent de la compétence de celui-ci ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cette précision permet de sauvegarder l'aspect transversal de la rédaction de l'article L. 212-3-3, bien qu'il ne s'applique dans les faits qu'aux artistes interprètes de musique enregistrée et aux producteurs phonographiques.

La saisine du médiateur permettrait réellement de sécuriser ce nouveau droit, l'objectif étant d'instaurer un dialogue en amont afin d'éviter son application effective qui se traduirait par un blocage et serait nécessairement préjudiciable à toutes les parties – producteurs, public et surtout artistes.